SYRIE

Les forces du régime accusées de «crimes contre l'humanité»

Les militants pro-démocratie se sont mobilisés une nouvelle fois hier pour exprimer leur hostilité au régime de Bachar Al-Assad, accusé par Human Rights Watch (HRW) de «crimes contre l'humanité».

Dans le même temps, un comité ministériel arabe devait se réunir au Caire, après le non-respect par Damas de ses engagements de cesser la répression sanglante qui a fait plus de 3 500 morts depuis le début de la contestation en mars.

Cette réunion arabe sera suivie aujourd'hui d'une autre élargie à l'ensemble des ministres arabes des Affaires étrangères. Le gouvernement syrien avait accepté le 2 novembre un plan prévoyant, outre la fin des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation des médias.

Le représentant de Syrie à la Ligue arabe, Youssef Ahmad, a indiqué qu'il avait présenté hier matin un mémorandum au secrétariat de la Ligue. Dans ce texte, Damas dit accueillir favorablement l'envoi par l'organisation panarabe d'une délégation en Syrie, «ce qui contribuera à évaluer l'engagement de Damas à appliquer le plan (arabe) et à dévoiler les raisons de certaines parties à l'intérieur et à l'étranger qui œuvrent pour faire échouer la feuille de route arabe», selon l'agence officielle Sana.

Comme tous les vendredis, les militants pro-démocratie ont appelé les Syriens à défiler, avec cette semaine pour slogan «Nous demandons le gel de l'adhésion de la Syrie à la Ligue arabe».

A la mi-journée, sept personnes avaient été tuées par les tirs des forces de sécurité en Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Cinq personnes dont un déserteur ont péri dans des quartiers de Homs (centre), un civil a été tué à Ariha dans le gouvernorat d'Idleb (nord-ouest) et un autre a péri à Bosra Cham dans la région de Deraâ (sud).

Les forces de sécurité ont également dispersé des manifestations qui se déroulaient dans plusieurs quartiers de Homs, à Deir Ezzor (est), Idleb et à Jassem dans la région de Deraâ.

Jeudi, les violences ont fait au moins 26 morts en Syrie où le régime ne semble pas vouloir renoncer à la solution sécuritaire qu'il a choisie depuis le début du mouvement de contestation populaire à la mi-mars. «Le recours systématique aux abus contre les civils à Homs par les forces du gouvernement syrien, y compris la torture et les exécutions arbitraires, montre que des crimes contre l'humanité ont été commis», a dénoncé hier HRW, dans un rapport publié à New York. Se basant sur les témoignages, l'ONG indique que ces «violations ont tué au moins 587 civils» à Homs, haut lieu de la contestation, entre la mi-avril et la fin août, et au moins 104 autres depuis le 2 novembre, date de l'accord donné par le président Bachar Al-Assad au plan arabe pour l'arrêt des violences. «Homs est le microcosme de la brutalité du gouvernement syrien», écrit Sarah Leah Whitson, la responsable de la section Moyen-Orient à HRW. «La Ligue arabe doit dire au président Assad que violer l'accord a des conséquences et qu'elle soutient désormais une action au Conseil de sécurité pour mettre fin au carnage». Par ailleurs, les militants des droits de l'homme signalent une augmentation des défections de soldats de l'armée régulière rejoignant l'opposition.

Photo : DR

Plusieurs affrontements entre soldats et des déserteurs présumés ont eu lieu jeudi et auraient fait «des dizaines de morts et de blessés parmi les soldats», dans la région d'Idleb, de Deir Ezzor et à Harasta près de Damas, a indiqué l'OSDH. A Moscou, un porte-parole de l'Eglise orthodoxe a annoncé une visite du patriarche orthodoxe russe, Kirill, en Syrie et au Liban du 12 au 15 novembre pour une «mission de paix». Le patriarche, qui rencontrera le président Assad, «va très certainement appeler au dialogue entre toutes les parties de la vie civile en Syrie pour que le pays revienne à la stabilité», selon le porte-parole.

Un Libanais blessé par de nouvelles mines posées par l'armée syrienne

Un Libanais a été blessé hier en sautant sur une mine posée quelques heures plus tôt par l'armée syrienne le long de la frontière avec le nord du Liban, ont indiqué des responsables hospitaliers et administratifs locaux.

«Imed Khaled Oweychi était en train de traverser la frontière de la Syrie pour revenir au Liban lorsqu'il a marché sur la mine», a indiqué un responsable local sous couvert d'anonymat.

On ne connaissait pas la raison de la présence de cet homme dans cette région où la frontière, pas clairement délimitée, est le lieu de nombreux trafics et un point de passage pour les Syriens fuyant les violences dans leur pays. Un peu plus tôt, la même source avait indiqué que des soldats syriens avaient été vus «en train de disposer des mines» du côté syrien du village frontalier de Wadi Wawiyat, où la mine a explosé. Le village, à cheval sur les deux pays, est situé à environ 30 km à l'ouest d'une autre zone où l'armée syrienne a posé des mines le mois dernier.

L'est du Liban, frontalier de la Syrie, est aussi parsemé de mines afin d'empêcher la contrebande d'armes et l'afflux de Syriens fuyant la violente répression exercée par le régime de Damas contre la révolte lancée il y a huit mois.

TUNISIE

La justice tunisienne reporte l'examen d'une nouvelle demande d'extradition de l'ex-Premier ministre de Kadhafi

La justice tunisienne a reporté au 26 novembre l'examen d'une nouvelle demande d'extradition vers la Libye de l'ex-Premier ministre du colonel Mouammar Kadhafi, Al-Baghdadi Al-Mahmoudi, a annoncé hier à l'AFP le greffier de la Cour d'appel.

La chambre d'accusation de la Cour d'appel a parallèlement «rejeté» une nouvelle demande de libération de l'ex-chef du gouvernement libyen, que réclamaient ses avocats, a ajouté le greffier.

«C'est triste comme décision car M. Al-Mahmoudi aurait pu rester à la disposition de la justice tunisienne sans être en prison», a déclaré l'un de ses avocats Taufik Wanas.

L'audience d'hier était essentiellement consacrée à l'examen d'une seconde demande d'extradition transmise le 27 octobre par les autorités libyennes.

Mardi dernier, la Cour d'appel avait donné son feu vert à la première demande d'extradition transmise par Tripoli peu après l'arrestation en Tunisie, en septembre, de M. Al-Mahmoudi. Mercredi, la même juridiction s'est prononcée pour le maintien en détention de M. Al-Mahmoudi.

La défense a, par ailleurs, indiqué avoir remis jeudi «en mains propres» au président de la République par intérim, Foued Mebazaa, un courrier lui demandant de ne pas signer le décret d'extradition.

Premier ministre jusqu'aux derniers jours du régime du colonel Kadhafi, M. Al-Mahmoudi, 70 ans, avait été arrêté en Tunisie le 21 septembre près de la frontière algérienne. Il est, depuis, maintenu à la prison de la Mornaguia, près de Tunis.

SOUDAN DU SUD

18 morts dans l'attaque d'une base militaire

Une attaque menée jeudi par des troupes soudanaises contre une base militaire du Soudan du Sud a fait 18 morts et 73 blessés, selon l'armée sud-soudanaise, qui a dit hier craindre de nouvelles incursions. L'ONU a, de son côté, averti que les raids aériens soudanais contre des camps de réfugiés dans le Soudan du Sud pourraient être qualifiés de «crimes internationaux».

Les relations entre le Soudan et son voisin du Sud, indépendant depuis peu, se sont détériorées ces derniers jours, en raison de heurts des deux côtés de la nouvelle frontière, dont les deux camps se rejettent la responsabilité. L'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) a fait état d'une attaque contre une de ses bases dans l'état frontalier du Haut Nil jeudi, jour où l'armée soudanaise a aussi bombardé le camp de réfugiés de Yida, dans l'Etat voisin d'Unité, selon des dirigeants sud-soudanais et le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR). «Il y a eu des combats à Kuek après une attaque visant notre base menée par les Forces armées soudanaises et des mercenaires», qui a débuté jeudi vers 9h (6h GMT) et a duré sept heures, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la SPLA, Philip Aguer. «De notre côté, nous avons cinq morts et 26 blessés, et du leur, nous avons compté 13 corps et ils ont 47 blessés», a-t-il précisé.

«Nous avons repoussé l'attaque, les assaillants ont été repoussés jusqu'à la République soudanaise, à la frontière avec l'Etat du Nil blanc», a indiqué M. Aguer. Le porte-parole de l'armée soudanaise n'était pas joignable pour commenter ces informations. Jeudi, il avait démenti toute attaque des forces armées soudanaises contre des territoires ou des camps situés au Soudan du Sud.

Mais hier, le HCR a fermement condamné le bombardement du camp de réfugiés de Yida, et le raid aérien qui aurait visé le village de Guffa, dans le Haut Nil, faisant des victimes civiles. «Le HCR s'inquiète des tensions grandissantes dans les régions frontalières entre le Soudan et le Soudan du Sud, où des centaines de milliers de civils ont été déplacés depuis juin en raison des combats», a fait savoir l'agence dans un communiqué.

Jeudi, des responsables sud-soudanais avaient fait état de douze morts et plus de 20 blessés dans une attaque aérienne menée par l'armée soudanaise contre le camp de Yida. Un porte-parole du haut commissaire aux réfugiés à Genève a estimé que le bombardement du camp «pourrait être considéré comme un crime international». Le HCR a précisé que deux bombes avaient atterri dans l'enceinte du camp de réfugiés, qui abrite 20 000 personnes ayant fui les violences de l'autre côté de la frontière, dans l'Etat nordiste du Kordofan-Sud. L'une d'elles est tombée à proximité d'une école, mais il n'y a pas eu de victime, selon la même source.

Cependant, des personnels de l'ONU ont été évacués et la sécurité a été renforcée dans les régions frontalières et autour des champs pétroliers, dans la perspective de nouvelles attaques menées par les forces armées soudanaises.

M. Aguer a dit s'attendre à de nouvelles attaques, reprenant l'argument développé jeudi par le président sud-soudanais, Salva Kiir, qui avait accusé le Soudan de vouloir prendre le contrôle des champs pétroliers.